



Bilan d'une première année de travail

La presse a déjà tiré le bilan de la première année de Martine Aubry à la tête du Parti socialiste, pour conclure que le PS n'est toujours pas tiré d'affaires, même si elle concède que l'équipe autour de la Première secrétaire s'est mise au travail et que, notamment, 2009 fut une année importante car, de fait, le PS s'est mis au travail et, depuis l'Université d'été de la Rochelle, c'est indéniable, le Parti socialiste est de retour.

Pour ce qui « nous » concerne au secrétariat Europe-International, c'est le moment de jeter un regard sur une année de travail bien remplie et de voir de quoi sera fait 2010.

La première tâche du secteur fut d'emblée « européenne » avec l'organisation de la présidence du PS français au Conseil de Madrid où fut lancé le Manifeste. C'était aussi la première « sortie » internationale de Martine Aubry et elle s'est imposée comme un des leaders du Parti socialiste européen, sollicitée et écoutée. Il fallait poursuivre en effet le travail de partenariat entamé par nos prédécesseurs qui avaient notamment soutenu Poul Nyrup Rasmussen lorsqu'il présenta sa candidature à la présidence du PSE.

Dans la foulée, le secteur a été amené à fixer la position du PS sur le conflit au Proche-Orient puisque le gouvernement israélien lançait son offensive militaire contre les positions du Hamas dans la Bande de Gaza. Pour la première fois depuis longtemps, le PS ne se retrouva pas piégé par un discours ambigu : la poursuite d'une politique pour une paix durable fondée sur la création d'un État palestinien viable et l'assurance de la sécurité pour l'État d'Israël, deux États qui coexistent et se reconnaissent mutuellement. Il n'existe pas de solution militaire à cette situation mais seulement une solution politique. Toute escalade de violence met en danger toute la région, et, au-delà, peut avoir des répercussions jusque dans notre pays dont l'action diplomatique doit se développer dans le cadre européen.

La guerre en Afghanistan, bien qu'elle est lointaine, est devenue une préoccupation pour nos concitoyens. Le PS a demandé et obtenu un débat national sur l'engagement de nos troupes là-bas, notamment à l'Assemblée nationale et au Sénat. Le secteur a été en pointe sur le sujet, fournissant, matière et argumentaires. Nous n'en restons pas là. Le Parti et la Fondation Jean Jaurès vont prendre une initiative internationale sur ce sujet comme ce fut le cas sur la Russie ou l'Inde. Ce qui a permis d'ailleurs repositionner le PS à l'égard de ces puissances souvent mal comprises et trop rarement écoutées. Dans cet ordre d'idées, nous n'oublierons ni la Chine ni le Japon en 2010. Et encore moins l'Amérique latine.

Le PS a également soutenu le « Printemps iranien » qui a été déclenché après l'élection présidentielle. Il a défendu la cause des partisans d'une démocratisation du régime et condamné la répression qui s'est abattue sur les étudiants et les intellectuels au début de l'été et qui se poursuit malheureusement toujours. Le Parti reste mobilisé dans ce combat au côté des démocrates et des réformateurs iraniens.

Cette année également, le PS fut représenté au Forum social mondial de Belém, notamment par Henri Weber qui, à sa fonction de secrétaire national adjoint en charge des relations nord-sud, a remis sur pied une Commission mondiale et orchestré la mise en œuvre d'une brochure qui fait le point sur la question et qui sera disponible au début de l'année, en même temps qu'une nouvelle édition, mise à jour, de la brochure parue en 2006 sur les partis du PSE.

Ces travaux viennent renforcer celui de Laurent Baumel qui travaille avec les experts, les intellectuels et les compagnons de route du secteur international dans la perspective de définir d'ici 2011 la nouvelle « doctrine internationale » du Parti socialiste.

Bien sûr, l'événement qui a occupé l'essentiel du premier semestre fut la campagne pour les élections européennes. Le PS est un des rares partis membres du PSE à avoir fait campagne en utilisant largement le Manifeste. Dans un texte important, nous avons surmonté nos divergences, mais nous n'en fûmes pas récompensés sur le plan électoral.

Mais ce retour du PS sur la scène politique, sur les questions européennes et internationales a été noté dans un moment où l'action diplomatique de Nicolas Sarkozy, quand elle existe, semble plus visible que lisible. Le président s'agite. Il est partout, mais la France n'est nulle part. Pire, elle devient un sujet de moquerie, ce qui est mauvais pour notre pays. Il ne s'agit pas de jalouser Obama ou de prétendre tout régler dans le vaste monde, mais de renforcer la place de la France dans un travail collectif avec d'autres pays en les respectant quelque soit leur taille. Les relations internationales, ce n'est pas « vous allez voir ce que vous allez voir », mais « travaillons ensemble et soyons justes, mais déterminés ».

Ségolène Royal est devenue entretemps vice-présidente de l'Internationale socialiste. Avec elle, nous tentons de remuscler cette grande organisation qui a un énorme potentiel, qu'il faut stimuler et exploiter.

A l'automne nous avons recommencé à suivre de près les débats dans le SPD et nous avons préparé le 8e Congrès du PSE – événements que nous avons évoqués dans les précédentes éditions de *Nouvelles internationales*.

En marge de ces événements politiques, de nombreuses rencontres ont eu lieu, aussi bien avec nos partis frères d'Europe et du reste du monde, mais également avec des partis plus éloignés que nous espérons voir entamer leur transition démocratique, comme les partis communistes d'Extrême Orient ou de Cuba. Nous ne leur tournons pas le dos et nous ne signons pas de « protocoles » illisibles avec eux. Nous poursuivons un dialogue et une interpellation car nous croyons que la social-démocratie, même avec quelques adaptations, a vocation à être un modèle universel d'émancipation

croyons que la social-démocratie, même avec quelques adaptations, a vocation à être un modèle universel d'émancipation des peuples et le seul qui allie la réponse aux exigences démocratiques, aux défis de la mondialisation et du changement climatique.

De ce point de vue, l'année 2010 ne sera pas moins chargée que celle qui se termine. A Prague, nous avons pris date pour un travail en commun entre le PS et le SPD au sein du PSE car nous croyons que c'est en renforçant l'investissement des grands partis que l'on renforce le PSE. Avec la présidence espagnole de l'Union européenne au premier semestre, s'ouvrent des perspectives politiques intéressantes si on parvient à faire du PSE un outil utile à l'Europe. Il y aura tout le travail autour de la préparation de la Déclaration de principes et de la réforme des statuts qui doit intégrer la désignation par le PSE de son candidat à la présidence de la Commission en 2014.

Il y aura également le soutien que nous pourrions apporter aux travaillistes lors de leur campagne électorale du printemps prochain.

Chili

Dans l'entre deux tours...

Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle chilienne est sans appel. 44 % des voix pour le candidat de droite, Sebastian Piñera et 29 % pour le principal candidat de la gauche, soutenu par le Parti socialiste, Eduardo Frei.

Piñera, que l'on compare facilement à Silvio Berlusconi, appartient à cette catégorie d'entrepreneurs, d'industriels ou de grands patrons qui ont décidé un jour de se lancer en politique. Qui plus est, sa famille a fait fortune sous le régime de Pinochet. Il en est à son deuxième essai puisqu'il était déjà candidat en 2005, recueillant plus de voix qu'en 2009, avec 46,5 % et qu'il avait été battu par la candidate socialiste.

Désormais, selon une logique classique de volonté de rassemblement, le candidat conservateur revendique depuis des modèles de gauche comme Lula ou... la socialiste chilienne, Michelle Bachelet qui ne peuvent, respectivement briguer un troisième mandat ni un second mandat consécutifs.

A l'inverse du modèle représenté par Hugo Chavez au Venezuela (...) Piñera estime que le modèle incarné par Lula ou Bachelet « *tient de la démocratie, l'État de droit, la liberté d'expression et l'alternance au pouvoir, sans tendance au "caudillo"* ».

Pour cet entrepreneur multimillionnaire de 60 ans, comme tous les autres candidats chiliens, la popularité écrasante de la présidente sortante, près de 80 % est un souci - autant s'y associer en se réclamant, même partiellement du même héritage.

Une victoire de Piñera mettrait fin à 20 ans de pouvoir, depuis la fin de la dictature, de la Concertation démocratique, maison commune des socialistes, des démocrates-chrétiens, des radicaux et des sociaux-démocrates. Les socialistes ont été divisés et en termes de charismes, Eduardo Frei a souffert de la compa-

Au sein du département, des commissions se mettent en place pour tous les pays. Dès le début du mandat, nous avons lancé Nouvelles internationales qui rencontre depuis un franc succès. Nous avons repris le titre de la publication dont Pierre Guidoni avait, en son temps, doté le secteur international. Depuis, l'idée a fait florès dans d'autres secteurs, renforçant la visibilité de tous les secrétaires nationaux du Parti. Ainsi, la Commission Asie travaille, va mener des missions dans cette partie du monde ainsi qu'en Afrique au cours du premier semestre et il renforcera également le réseau des secrétaires fédéraux à l'Europe ou à l'International.

Avec la Coopol qui s'ouvre, le secteur investira aussi le réseau social du PS pour proposer à ses membres des éléments de formation et de mobilisation en lien avec les autres secteurs du Parti.

Autant d'éléments qui indiquent que pour nous le Monde doit vraiment changer de base.

Jean-Christophe Cambadélis

raison avec le jeune Marco Enriquez-Ominami, véritable trublion et « troisième homme » de cette campagne.

Bien qu'on dise qu'au Chili le deuxième tour soit une élection présidentielle à part entière, la perspective d'une victoire de la droite ébranlerait probablement le cône sud car cela marquerait la fin d'un cycle, celui de l'hégémonie des gauches latino-américaines que l'on connaissait depuis la fin des années 90. Le bolivarianisme chaviste serait encore plus isolé tout comme Morales. Au Brésil, malgré les 80 % de popularité de Lula, qui contrastent avec l'impopularité du PT, c'est l'opposition de droite qui caracole dans les sondages alors que la présidentielle est prévue pour octobre 2010.

Le cas chilien montrerait que l'alternance démocratique, c'est aussi une possibilité du retour de la droite au pouvoir.

On assisterait alors à un renversement de tendance dans lequel la droite latino-américaine incarnerait bientôt une forme de modernité... Mais les choses ne sont pas si simples et la vérité des faits est certainement plus nuancée. En revanche, c'est le signe que la gauche chilienne paye au prix fort ses divisions et une certaine usure. Piñera étant, à l'instant d'Aznar, un homme qui aurait conduit la droite chilienne à faire son inventaire et à entrer dans la modernité pour reconquérir le pouvoir...

D'ailleurs, la droite chilienne peut d'autant plus paraître centriste que la gauche au pouvoir devait tenir compte de ses alliés démocrates-chrétiens. Seule ombre au tableau, si Piñera avait voté non à la continuité du général Pinochet au référendum décisif de 1988, perdu par le dictateur, son mouvement, Rénovation nationale (RN) doit faire avec une force parlementaire qui est dominée par l'Union Démocrate Indépendante (UDI), parti le plus attaché à l'héritage de Pinochet dont le petit fils a été battu aux législatives.

L'ombre du dictateur est revenu peu avant le vote avec l'affirmation d'un juge qui soutenait que le décès en 1982 d'Eduardo Frei Montalva, également ex-président du Chili et père de l'ac-

candidat de la gauche était en fait un assassinat fomenté par le régime.

Par ailleurs, le 5 décembre à Santiago, 10 000 personnes assistaient au second enterrement du chanteur, compositeur et directeur de théâtre Victor Jara, torturé et assassiné 36 ans plus tôt par l'armée.

S'agissant du Troisième homme, Marco Ominami, c'est une des conséquences de la division et de la contestation de la gauche. Issu du PS, ce fils d'un des dirigeants du MIR et fils adoptif du sénateur et ex-ministre socialiste Carlos Ominami et petit-fils d'un ministre de Salvador Allende, a moins de 40 ans et il a vécu une partie de son exil en France. Candidat jeune et moderne, il n'a cependant pas donné de consigne de vote pour le second tour jusqu'à maintenant alors qu'avec ses 20 %, il permettrait au candidat socialiste de remporter le second tour. Bien qu'il soit en rupture avec la Concertation, il a choisi comme slogan de campagne, « le changement se poursuit ».

L'élection présidentielle se doublait d'élections législatives. Les 120 députés étaient renouvelés, ce qui a mis fin à la courte majorité de centre gauche puisque désormais, la droite détient, avec le soutien des indépendants 61 sièges contre 54 pour la Concertation. Celle-ci avait passé un accord avec Juntos Podemos Mas, la coalition du quatrième candidat, lui aussi issu du

Parti socialiste, Jorge Arrate ancien ministre des Mines de Salvador Allende. Il se revendique d'une « gauche allendiste » qui rassemble les communistes, la gauche chrétienne et d'autres socialistes en rupture avec le PS. Cet accord a débouché sur l'élection de trois députés communistes pour la première fois depuis 1973. Au Sénat, la moitié des 38 sièges était en jeu et le résultat donne la droite et la Concertation au coude à coude.

Ominami détient la clé du second tour et il faudra choisir entre l'unité de la gauche et la demande de renouvellement que revendiquent les gens qui ont voté pour Piñera. Mais les sondages montrent que le report de ses voix serait plutôt favorable à Frei.

Le cas chilien montre que l'alternance démocratique, c'est aussi une possibilité du retour de la droite au pouvoir. La gauche latino-américaine a beaucoup bénéficié du charisme de figures importantes, ce qui masquait ses divisions. Plus que jamais, elle doit veiller à ne pas laisser la modernité à la droite. Surtout, lors de la dernière élection présidentielle, Pinochet était encore en vie...

Désormais, tout en gardant intacte la Mémoire des années de plombs, il faudra réussir la rénovation face à une droite qui n'est plus nostalgique...



Dans la presse

Au PS, Jean-Christophe Cambadélis chante l'international

Extraits de l'article sur le Secteur international de David Revault d'Allonnes paru dans *Libération* du 11 décembre 2009

On n'attend pas vraiment, d'ordinaire, le PS sur ce terrain-là. [...] Mais c'est bien à l'action diplomatique du Président que s'en est pris, hier lors d'une conférence de presse, le secrétaire du PS aux relations internationales : « *C'est la politique des faux-semblants. Nicolas Sarkozy est partout, mais la France n'est nulle part.* » Et de décliner. Les relations franco-américaines, où Sarkozy est selon lui « *passé d'une position pro-Bush à une position anti-Obama* ». L'Afrique, où « *on est passé de l'absence de complexe, avec le discours de Dakar, à l'absence tout court* ». Le Vieux Continent, où « *la France substitue au projet européen une espèce de fédération franco-allemande* ». Conclusion : « *Pour Sarkozy, les relations internationales sont un match dans lequel la France doit gagner. En mettant la main ou non.* »

Et le PS, dans tout ça ? Quelle est sa doctrine en matière d'affaires étrangères ? « *La dernière fois qu'on avait défini une doctrine, il y avait encore le mur de Berlin* », convient-il, avant de promettre une convention dans... « *un an et demi* ». Son secteur a donc du pain sur la planche. Récit d'une journée du secrétaire à l'international.

10 heures

Au mur, un vieux « plan de Paris à vol d'oiseau », un tableau d'une artiste grecque et, bien sûr, un « planisphère politique ». [...] « *Je reçois énormément* », explique Cambadélis, *qui invitait récemment des délégations des PC chinois, puis vietnamien. Car le job est aussi un « travail de représentation et de crédibilisation du*

PS » : « *Pour les ambassadeurs, nous sommes tout de même un grand parti, susceptible de revenir au pouvoir. Ils ont besoin de savoir si c'est possible. Et qui ça pourrait être.* » [...]

11 heures

Réunion avec son adjoint, Laurent Baumel, et les permanents du service. Dans le viseur, des horizons plus lointains. L'Inde et le Japon en janvier. Le congrès du Parti des travailleurs brésilien en février. L'Afrique de l'Ouest au printemps, avec Martine Aubry. [...] Une permanente recense les demandes de rencontre avec Martine Aubry [...]. On passe ensuite au calage de la critique en règle du bilan de Sarkozy : « *Attention au début de Copenhague ! On n'aura pas d'espace. Si Barack parle, je vais lui faire de l'ombre...* »

12 heures

Réunion élargie en présence de l'ancien ministre de la Défense Alain Richard, de l'eurodéputé Henri Weber, et de plusieurs spécialistes. Le PS jouit d'un solide réseau à l'international. Experts, anciens ambassadeurs, militants de la « fédération des Français de l'étranger » du PS ou, plus discrètement, diplomates proches du PS et toujours en fonction, fournissent au parti la matière première pour pondre notes et communiqués. Karim Pakzad, coordinateur du service depuis vingt ans : « *Certains le comparent à un petit Quai d'Orsay* », qu'avaient en leur temps développé les premiers secrétaires François Mitterrand et Lionel Jospin. Au menu, le prochain raout de l'Internationale socialiste (IS). Des « *échanges peu amènes de courrier avec le RCD tunisien [le Rassemblement constitutionnel démocratique de Ben Ali]* ». Ou encore une « *demande d'un prétendu parti social-démocrate, que nous considérons comme nulle et non avenue* ».

15 heures

Entretiens en série avec les responsables des zones régionales : Iran, Allemagne, Etats-Unis... La perspective change des bis-

billes entre courants. Un invariant, néanmoins : « *La politique reste la politique. Une part d'idéalisme, une part de réalisme, une part de rapport de force entre des êtres humains qui ont leurs ambitions, leurs faiblesses et leur heure de gloire...* »

Brèves

A six mois des élections, le Labour rattrape son retard

Les élections législatives britanniques de 2010 s'annonçaient comme une formalité pour les conservateurs, mais le Labour de Gordon Brown grignote son retard et réintroduit le suspense sur l'issue du vote. On imagine même, une fois de plus, la possibilité d'un scrutin anticipé dès le mois de mars.

Un sondage ICM/Guardian publié mardi indique que le Labour n'est plus distancé que de 9 points, avec 31% des intentions de vote contre 40% aux Tories, désormais un peu moins assurés de mettre un terme à treize années de traversée du désert, dont dix sous Tony Blair.

Un autre sondage YouGov, publié dimanche par le *Sunday Times*, donnait le même résultat, alors que le fossé entre les deux formations a atteint jusqu'à 17 points.

« *Il reste une montagne à gravir pour le Labour, mais plus l'écart se resserrera, plus la probabilité d'élections anticipées grandira* », relève Tony Travers, politologue auprès de la London School of Economics.

« *Le système électoral britannique fonctionne de telle façon que les conservateurs ont besoin de 6 à 7% des voix d'avance pour obtenir une majorité absolue. Avec un écart de 9-10%, on est dans la zone de danger, avec la possibilité d'un un parlement sans majorité absolue* », ce qui entraînerait un gouvernement de coalition sans précédent depuis Edward Heath en 1974.

Mais « *l'électorat britannique finit par en avoir ras-le-bol du gouvernement. Gordon Brown et le Labour restent sérieusement menacés par le phénomène* » d'usure, dit-il.

Il n'empêche, le changement est perceptible depuis les congrès annuels des partis politiques, au début de l'automne. A Brighton, le Labour était apparu démoralisé, avec un Gordon Brown au sommet de son impopularité, confronté à la récession et une guerre d'Afghanistan de plus en plus impopulaire.

De son côté, David Cameron, le médiatique chef des conservateurs, affichait une sérénité prudente: « *Si nous gagnons les élections, ce sera dur. Il faudra réduire les dépenses publiques, et ce sera douloureux* ».

Depuis, Gordon Brown semble avoir repris du poil de la bête. Il s'en est pris au « *parti des riches* ». Le premier ministre britannique a accompagné son pré-budget d'une taxe anti-bonus particulièrement populaire, et que la France a promis d'imiter.

A la faveur d'une visite éclair en Afghanistan, les médias ont souligné qu'il était « *le premier chef de gouvernement à avoir passé une nuit sur le front depuis Winston Churchill* ». Cette semaine, il sera en bonne place sur l'estrade au sommet de Copenhague contre le réchauffement climatique.

Les médias voient dans la contre-offensive la marque d'Alastair

Campbell, gourou de la «com» de Tony Blair, qui aurait repris du service.

La presse de droite sent le danger, après s'être adonnée des mois durant à la chronique d'une déroute annoncée du Labour. « *Le tout sauf Gordon Brown ne constitue pas un programme de gouvernement* », a averti le *Times*. « *Beaucoup de gens aiment bien David Cameron, mais ils ne sont pas sûrs qu'il fera l'affaire* ».

Sénégal

Ousmane Tanor Dieng critique le régime de Wade

La « gravité » de la situation actuelle du Sénégal et des « périls » qui guettent le peuple sénégalais, font dire au Parti socialiste que le président Wade, - âgé de 83 ans - est devenu « un danger pour la République ».

A la sortie de la réunion de son bureau politique, il y a quelques jours, le Parti socialiste sénégalais a dressé le bilan d'Abdoulaye Wade à la tête du pays.

« *Sa politique néfaste, nourrie aux deux mamelles jumelles de l'incompétence et de la prévarication, a installé le Sénégal dans une débâcle généralisée et compromis la pérennité de notre modèle de société. [...]. L'homme est devenu aujourd'hui non seulement un problème, mais un danger public, un danger pour le pays, un danger pour la nation et un danger pour la république* ».

Le PS a insisté, entre autres, sur « *ce commun vouloir de vie commune* », et remis en question ce qu'il appelle le « *cléricalisme confrérique* » entretenu par le régime. En effet, le pays est divisé en confréries, les communautés religieuses sont stigmatisées et le conflit en Casamance favorise la recrudescence de la violence et des règlements de compte meurtriers.

Le PS attribue au pouvoir en place la déstabilisation du mouvement syndical avec l'incendie de la Bourse du Travail, l'ingérence flagrante dans les affaires internes des partis politiques. « *Rien n'est négligé pour disloquer le tissu social et mettre en péril la cohésion nationale.* »

La constitution est régulièrement « revisitée » et les institutions sont dévoyées au profit de Wade père et fils.

Le Parti Socialiste a dans le même élan renouvelé à ses alliés au sein de la coalition Bennoo Siggil Senegaal et, au-delà, à tous ses partenaires dans le cadre des Assises nationales et à l'ensemble du peuple sénégalais, sa détermination à mettre un terme au système Wade et à en réparer les méfaits.

Le Sénégal était jusqu'aux dérives constatées sous le régime Wade le pays le plus stable de la région, y compris sur le plan du fonctionnement démocratique.

La prochaine élection présidentielle au Sénégal aura lieu en 2012.

Afghanistan

Conférence de Varsovie

Le 14 décembre dernier, une conférence internationale, organisée à l'initiative de la Fondation Friedrich Ebert- Pologne et de l'Université de Varsovie, avait pour objectif de tirer les leçons de la guerre en Afghanistan. Plusieurs diplomates, députés, hommes politiques et chercheurs européens, ont participé à cette journée d'études. L'un des thèmes de la Conférence était l'avenir politique de l'Afghanistan. Karim Pakzad y est intervenu sur ce sujet à la lumière de la nouvelle stratégie américaine annoncée le 1er décembre par Barack Obama. Petit résumé de cette intervention. pensent que cette nouvelle stratégie est la même que celle que Barack Obama avait présentée le 27 mars 2009. L'envoi des troupes supplémentaires serait destiné à l'appliquer sur le terrain. Il s'agissait au début de cette année pour le président américain de reconnaître qu'une victoire uniquement militaire n'est pas possible en Afghanistan et par conséquent, le président américain proposait de modifier les actions militaires (moins de bombardements), impliquer les voisins de l'Afghanistan dans la recherche d'une solution, renforcer les institutions afghanes et augmenter l'aide civile au développement pour préparer une solution politique inter afghane, c'est-à-dire, un dialogue avec « les Talibans modérés » selon lui.

solution, renforcer les institutions afghanes et augmenter l'aide civile au développement pour préparer une solution politique inter afghane, c'est-à-dire, un dialogue avec « les Talibans modérés » selon lui.

C'est la raison pour laquelle, au cours de l'année 2009, les responsables américains et l'OTAN n'ont cessé d'affirmer qu'Al Qaïda est défait en Afghanistan et qu'elle ne pouvait plus se réimplanter dans ce pays.

Or, Barack Obama, en acceptant la demande du général Stanley McChrystal pour l'envoi de 30 000 soldats américains supplémentaires, avance une nouvelle approche politique qui marque une rupture non seulement avec l'idéologie néo-conservatrice de nation building en Afghanistan, mais aussi avec ses propres propositions du début de l'année. Il affirme que l'objectif est toujours de « démanteler perturber et défaire Al Qaïda » et fini « le travail » que Georges Bush avait commencé. Une première interrogation s'impose : Barack Obama croit-il désormais à une victoire militaire en un temps aussi court pour pouvoir commencer à retirer les troupes dès juillet 2011 ? À mon avis, rien ne permet de penser qu'on puisse gagner une guerre avec 30 000 soldats de plus en un an qu'on n'ait pas pu la gagner en 8 ans avec 100 000 soldats. Le général McChrystal lui-même ne pense pas à une victoire totale sur les Talibans et veut seulement sécuriser davantage des zones peuplées et abandonner 70 % du territoire aux Talibans.

Dès lors, on peut penser que cette stratégie prépare en réalité une sortie dans « l'honneur », c'est-à-dire dans une situation sécuritaire un peu mieux qu'aujourd'hui. Ce qui retient l'attention, c'est l'abandon par Obama d'un projet de reconstruction de l'Afghanistan à long terme. Selon Obama, il n'est plus question de « nation building » en Afghanistan qui « prendrait une décennie d'engagement » supplémentaire. Même, si, depuis quelque temps, on entendait les responsables américains dire que leur objectif n'est pas d'instaurer une démocratie en Afghanistan, le discours de Barack Obama marque un tournant. On sait désormais que les Etats-Unis ne sont pas en Afghanistan pour reconstruire un pays ruiné sur le plan économique, politique et social par 30 ans d'invasion ou de guerre civile. « La nation que je suis plus intéressé à construire, c'est la nôtre », affirme Barack Obama. Or, encore récemment, les

pays européens, en particulier la France, justifiaient la guerre en Afghanistan par la nécessité de lutter contre le terrorisme et pour édifier un Afghanistan démocratique. Ce changement d'approche explique bien l'hésitation de la communauté internationale avant de reconnaître la légitimité de la réélection de Hamid Karzaï après un scrutin frauduleux. Une situation que le Ministre des Affaires étrangères français résume parfaitement : Hamid Karzaï est corrompu ... mais, il est notre homme ... il faut donc le légitimer ».

Je ne partage pas la déclaration du ministre français, mais au risque de vous surprendre, je suis d'accord avec cette nouvelle approche américaine qui tranche avec la vision des néoconservateurs qui voulaient démocratiser le monde musulman de l'extérieur, au besoin par la force.

En même temps, il n'est pas exact que les Afghans sont hostiles par nature à la démocratie occidentale et libérale. Les Talibans la rejettent ainsi que la plupart des responsables du gouvernement de Kaboul, tout simplement parce que dans un régime démocratique, leurs intérêts ne sont pas assurés. Des mouvements et des partis qui souhaitent l'avènement d'un régime démocratique et une société civile active existe en Afghanistan, notamment dans les grandes villes. Surtout, les Afghans ont une tradition ancestrale de réunion, d'assemblée ou de conseil, au niveau de localités ou de villages, pour la prise de décision sur les sujets qui concernent la communauté. Cette expression qu'on peut qualifier de démocratie primitive ou directe est un élément culturel important qui constitue un point de départ pour institutionnaliser les élections, même si une élection, aussi libre soit-elle, ne fait pas à elle seule la démocratie.

Les premières élections législatives libres en 1965, lorsque le roi Zahir Shah a accepté la séparation du pouvoir et la constitutionnalisation de la monarchie, ou la première élection présidentielle en 2004, lorsqu'il existait encore un espoir que la paix revienne et que la vie quotidienne s'améliore grâce à l'aide internationale, témoignent de l'intérêt des Afghans pour un système démocratique. Au lieu d'aider les démocrates, nous avons voulu plaquer notre modèle en s'appuyant sur les seigneurs de la guerre dont certains sont accusés de crime de guerre et de trafic de drogue. Comment peut-on ensuite être crédible quand on dénonce la corruption de l'équipe qu'on a mise au pouvoir en connaissance de cause.

On réduit souvent le fiasco de l'élection présidentielle de cet été à la fraude ou à la menace des Talibans et l'on oublie qu'une grande partie de la population, déçue et en colère, aussi bien contre l'incompétence et la corruption du gouvernement de Kaboul que contre l'attitude de la communauté internationale, ne s'est pas rendue dans les bureaux de vote.

Rien ne permet de penser que la nouvelle stratégie d'Obama aille modifier la situation. La stabilisation n'est pas seulement une affaire militaire. Sans reconstruction économique et lutte contre la pauvreté, il sera impossible de stabiliser le pays. Lorsqu'on sait que 70 % de la population vit avec un dollars par jour, que 38% des enfants de moins 15 ans travaillent, y compris dans les champs de pavot, pour aider leur famille, 70 % de la population n'a pas accès à l'eau potable, que 90 % de l'aide internationale ne parvient pas à la population, que selon les ONG afghanes, 40 % de l'aide revient aux pays donateurs sous différentes formes. Et pendant ce temps, rien que l'envoi des renforts décidés par Obama coûte 30 milliards de dollars supplémentaires par an. Dans cette situation, comment peut-on assurer la sécurité et promouvoir la démocratie en Afghanistan ?

Évidemment l'équation entre la sécurité et le développement n'est pas facile. Mais, ce qui m'inquiète dans la nouvelle stratégie amé-

ricaine, c'est le faible rôle que joue l'aide civile et lorsqu'on en parle, c'est désormais uniquement pour réussir la stratégie de sortie. Robert Gates, le Secrétaire à la Défense disait : « L'un des aspects de cette stratégie, c'est que nous n'allons pas nous lancer dans la reconstruction du pays. Ce que nous allons faire, c'est nous consacrer sur les ministères qui sont importants pour remplir nos objectifs et qui contribuent au succès de notre stratégie aussi bien en ce qui concerne Al Qaïda qu'en matière de stabilisation de la sécurité ».

Si l'on ne croit pas à une victoire militaire et qu'on abandonne le projet de nation building, à quoi servirait-il les 30 000 soldats supplémentaires? Tout simplement, à mon avis, à sécuriser la province du Helmand, l'une des places fortes des Talibans historiques fidèles au mollah Omar, et l'Est du pays où opèrent les combattants du Parti islamique du Gulbuddin Hekmatyar, l'enfant chéri des services américains et pakistanais dans les années 1980.

Ces deux composantes de l'insurrection se distinguent des combattants des réseaux de Jallaluddin Haqqani, plus radicaux, plus influencés par l'idéologie et les méthodes de combat d'Al Qaïda et opérant dans le Sud-Est. Mollah Omar et Gulbuddin Hekmatyar sont des interlocuteurs avec qui Hamed Karzaï voudrait dialoguer, mais qui refusent la main tendue du président afghan tant que les forces étrangères n'ont pas quitté l'Afghanistan. La nouvelle stratégie consiste-elle à affaiblir mollah Omar et l'obliger à négocier avec le gouvernement de Kaboul? On ne peut pas exclure cette hypothèse sinon le début d'un retrait annoncé à partir du juillet 2011 n'a pas de sens.

Communiqués de presse

Non : à la dissolution du DTP

La Cour constitutionnelle turque a prononcé, ce vendredi 11 décembre, la dissolution du Parti pour une Société Démocratique (DTP), le principal parti kurde.

Le Parti socialiste regrette vivement cette décision qui va à l'encontre des efforts de ce parti et de tous ceux qui en Turquie militent pour une solution politique et pacifique à la question kurde au sein d'une Turquie unie.

Le DTP, membre de l'Internationale Socialiste, est un grand parti représenté à l'Assemblée nationale turque. Son absence de la vie politique en Turquie ne fait qu'aggraver la situation et renforcer les extrémistes.

Le Parti socialiste espère qu'une solution juste puisse être rapi-

dement trouvée pour ne pas exclure de la vie démocratique, à travers la dissolution du DTP, plusieurs millions de citoyens qui ont voté pour plusieurs dizaines de députés et de maires appartenant à ce parti.

Sièges supplémentaires au Parlement européen suite à la mise en œuvre du traité de Lisbonne : le Parti Socialiste exige le respect de la démographie et de la démocratie

Suite à la ratification par l'ensemble des pays de l'Union européenne du Traité de Lisbonne, la France dispose de deux sièges de Députés européens supplémentaires. Dans un courrier au Président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer, le Premier ministre François Fillon demande que l'Assemblée nationale désigne ces deux députés qui siègeraient au Parlement européen tout en restant députés à l'Assemblée nationale.

Le Parti Socialiste conteste cette proposition.

Il rappelle son opposition à la méthode choisie par le gouvernement suite à la ratification par la France du Traité de Lisbonne pour l'affectation des deux sièges supplémentaires. En effet, au terme des décisions du Conseil européen de juin 2009, la France dispose de trois possibilités pour désigner les nouveaux députés : « soit par une élection ad hoc, soit par référence aux résultats des élections européennes de juin 2009, soit par désignation par leur Parlement national, en son sein, du nombre de député requis ». Pour le Parti Socialiste, les deux nouveaux sièges de députés européens doivent être affectés sur la base des élections européennes de juin 2009, dans le respect de la démographie et de la démocratie.

De la démographie d'abord : les sièges de députés européens sont répartis entre 8 circonscriptions sur la base de critères démographiques, les deux sièges supplémentaires doivent être attribués à deux circonscriptions européennes sur les mêmes critères que les 72 autres.

De la démocratie ensuite : il faut tenir compte des résultats des élections européennes de juin 2009 dans les deux circonscriptions concernées pour répartir ces sièges entre les différentes listes en présence.

Nous demandons donc au gouvernement de mettre aujourd'hui en œuvre cette affectation des sièges supplémentaires dans les circonscriptions auxquelles ils doivent revenir. Si un avis du Conseil d'Etat, parfois évoqué mais non publié, s'y oppose, il est du devoir du gouvernement de le rendre public et d'assumer ses responsabilités.

(7 décembre 2009)

Bonnes fêtes de fin d'année